



**16, Allée Jacques Prévert
73490 LA RAVOIRE
romain.cret@notaires.fr**

Veillez ne compléter et ne transmettre que les informations vous concernant (vendeur ou acquéreur)

PIECES A FOURNIR EN VUE DE L'ETABLISSEMENT D'UNE PROMESSE DE VENTE

Type de bien vendu (Appart. / garage / maison / terrain) :

Adresse du bien vendu :

Prix convenu :

Agence immobilière :

CONCERNANT LE VENDEUR

- Questionnaire d'état-civil ci-joint complété et copie de la carte d'identité (afin de disposer de vos données les plus à jour possibles - même si vous êtes déjà clients de l'office)
- RIB
- Questionnaire concernant l'appartement ou la maison ci-joint complété
- Titre de propriété (acte d'acquisition)
- Copie de la dernière taxe foncière
- Si le bien est ou était loué totalement ou partiellement : copie du bail en cours avec loyer actuel hors charges ou lettre de résiliation du dernier bail (même si le locataire n'est plus dans les lieux), le cas échéant
- Copie de la dernière facture d'entretien de la chaudière et/ou de ramonage de la cheminée ou du poêle à bois
- Tous documents relatifs aux travaux éventuels : factures, permis de construire, déclaration d'achèvement des travaux, certificat de conformité, autorisation de la copropriété, assurance dommage-ouvrage et procès-verbal de réception (ces deux derniers éléments seulement pour les travaux

réalisés dans les dix dernières années). Le cas échéant : état du mobilier faisant partie de la vente, chiffré article par article (en principe ce montant ne doit pas dépasser environ 4% du prix total)

Dossier de diagnostic technique obligatoire

- **Diagnostic amiante** (si le permis de construire du bien a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997) à jour des arrêtés de décembre 2012.
- **Diagnostic plomb** (si le permis de construire du bien a été délivré avant le 1^{er} janvier 1949)
- **Diagnostic gaz** en présence d'une installation fixe de gaz de plus de quinze ans. En présence d'une installation de moins de 15 ans, fournir le justificatif d'installation. Le diagnostic doit avoir moins de 3 ans.
- **Diagnostic électrique** en présence d'une installation intérieure d'électricité de plus de quinze ans. En présence d'une installation de moins de 15 ans, fournir le justificatif d'installation. . Le diagnostic doit avoir moins de 3 ans.
- **Diagnostic termites** si la Commune est concernée par arrêté préfectoral (demander à l'office notarial ou au diagnostiqueur)
- **Diagnostic de performance énergétique**
- Si le bien n'est pas entièrement relié au tout à l'égout : **diagnostic relatif à l'assainissement non collectif** (SPANC – voir auprès de la Mairie) + devis de mise aux normes.

Si le bien est en copropriété (copropriété verticale ou horizontale)

- Coordonnées du syndic
- Attestation de superficie (Loi Carrez)

Si le bien est compris dans un lotissement

- copie des deux derniers PV de l'assemblée générale du lotissement si l'association syndicale est toujours en fonctionnement, copie du cahier des charges, du règlement de lotissement, des statuts de l'association syndicale.

Préférences de jours / horaires pour un rendez-vous :

CONCERNANT L'ACQUEREUR

- Questionnaire d'état-civil ci-joint complété et copie de la carte d'identité + RIB
- Simulation(s) de prêt ou à défaut, montant maximum du prêt envisagé et sa durée maximum

Préférences de jours / horaires pour un rendez-vous :

QUESTIONNAIRE RELATIF A LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX

L'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, ratifiée par la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 et ses textes subséquents impose aux notaires et à leurs collaborateurs une obligation de vigilance quant à l'origine des fonds utilisés par l'acquéreur et la destination de ceux-ci par le vendeur. Afin de se conformer à cette obligation, nous vous remercions par avance de bien vouloir nous retourner le présent questionnaire complété et signé par chacun des acquéreurs dont les réponses seront conservées par l'office dans votre dossier. Nous vous remercions de votre compréhension.

Quelle est la finalité de votre acquisition (constitution de résidence principale, investissement locatif...)?

Quelle est la provenance des fonds utilisés pour cette acquisition (prêt bancaire, héritage, prix de vente d'un bien immobilier...)?

Les fonds proviennent-ils en tout ou partie d'une banque étrangère ?

Le bien est-il financé en tout ou partie par un prêt consenti par une banque étrangère ?

La présente opération est-elle réalisée pour votre propre compte ?

Fait à

Le

Signature(s)

Il est rappelé à l'acquéreur qu'il devra verser, dans les huit jours de la signature du compromis, **une indemnité d'immobilisation (dépôt de garantie)** de 5 % du prix de vente (sauf convention contraire prise avec le vendeur) au moyen d'un virement bancaire effectué auprès de l'étude – ainsi qu'une **avance sur frais** de 500 € au notaire rédacteur du compromis, à régler par carte bancaire le jour de la signature du compromis ou par virement bancaire.

RIB de l'Office

Relevé d'identité Bancaire						
	DDFIP SAVOIE 5 RUE GIRARD MADOUX BP 1145 73011 CHAMBERY CEDEX	Domiciliation :		DEPARTEMENT NUMERAIRE		
		Code Banque	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB	
		40031	00730	0000470180P	90	
Cadre réservé au destinataire du relevé		Identifiant Norme Internationale Bancaire (IBAN)				
		FR80 4003 1007 3000 0047 0180 P90				
ROMAIN CRET NOTAIRE COMPTE DCN 16 ALL JACQUES PREVERT 73490 LA RAVOIRE		Identifiant International de la Banque (BIC)				
		CDCGFRPPXXX				

ETAT CIVIL - VENDEUR

MONSIEUR

Nom :	Prénoms (tous) :
Profession :	Naissance : - Date :
Nationalité : (si vous êtes étranger, joindre copie de la carte de résident et de l'acte de naissance traduit en français)	- Commune : - Code Postal :
Etes-vous commerçant, artisan, dirigeant de société ? Si OUI , Joindre un justificatif de votre immatriculation au Registre du commerce et des sociétés Etes-vous en état de redressement judiciaire, liquidation de biens, cessation de paiement ? Avez-vous saisi la commission de surendettement des particuliers ?	
<input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> avec signature d'un P.A.C.S. encore en vigueur (Joindre copie de la déclaration au Greffe du Tribunal) <input type="checkbox"/> avec signature d'un P.A.C.S. dénoncé (Joindre copie de la dénonciation au Greffe du Tribunal)	<input type="checkbox"/> marié - Date : - Commune : - Code Postal : Régime adopté : Date du contrat de mariage Notaire <input type="checkbox"/> divorcé par Jugement du tribunal de en date du <input type="checkbox"/> ou en instance de divorce

MADAME

Nom de jeune fille :	Prénoms (tous) :
Profession :	Naissance : - Date :
Nationalité : <i>(si vous êtes étrangère, joindre copie de la carte de résident et de l'acte de naissance traduit en français)</i>	- Commune : - Code Postal :
Etes-vous commerçante, artisan, dirigeante de société ? Si OUI , Joindre un justificatif de votre immatriculation au Registre du commerce et des sociétés	
Etes-vous en état de redressement judiciaire, liquidation de biens, cessation de paiement ?	
Avez-vous saisi la commission de surendettement des particuliers ?	
<input type="checkbox"/> célibataire	<input type="checkbox"/> mariée
<input type="checkbox"/> avec signature d'un P.A.C.S. encore en vigueur <i>(Joindre copie de la déclaration au Greffe du Tribunal)</i>	- Date : - Commune : - Code Postal :
<input type="checkbox"/> avec signature d'un P.A.C.S. dénoncé <i>(Joindre copie de la dénonciation au Greffe du Tribunal)</i>	Régime adopté : Date du contrat de mariage Notaire
	<input type="checkbox"/> divorcée par Jugement du tribunal de en date du <input type="checkbox"/> ou en instance de divorce
<h2>CONTACTS</h2>	
Adresse complète : Tél Domicile :	
Monsieur	Madame
Téléphone :	Téléphone :
Lieu de travail :	Lieu de travail :
Portable :	Portable :
e-mail :	e-mail :

ETAT CIVIL - ACQUEREUR

MONSIEUR

Nom :	Prénoms (tous) :
Profession :	Naissance : - Date :
Nationalité : (si vous êtes étranger, joindre copie de la carte de résident et de l'acte de naissance traduit en français)	- Commune : - Code Postal :
Etes-vous commerçant, artisan, dirigeant de société ? Si OUI , Joindre un justificatif de votre immatriculation au Registre du commerce et des sociétés Etes-vous en état de redressement judiciaire, liquidation de biens, cessation de paiement ? Avez-vous saisi la commission de surendettement des particuliers ?	
<input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> avec signature d'un P.A.C.S. encore en vigueur (Joindre copie de la déclaration au Greffe du Tribunal) <input type="checkbox"/> avec signature d'un P.A.C.S. dénoncé (Joindre copie de la dénonciation au Greffe du Tribunal)	<input type="checkbox"/> marié - Date : - Commune : - Code Postal : Régime adopté : Date du contrat de mariage Notaire <input type="checkbox"/> divorcé par Jugement du tribunal de en date du <input type="checkbox"/> ou en instance de divorce

MADAME

Nom de jeune fille :	Prénoms (tous) :
Profession :	Naissance : - Date :
Nationalité : (si vous êtes étrangère, joindre copie de le carte de résident et de l'acte de naissance traduit en français)	- Commune : - Code Postal :
Etes-vous commerçante, artisan, dirigeante de société ? Si OUI , Joindre un justificatif de votre immatriculation au Registre du commerce et des sociétés	
Etes-vous en état de redressement judiciaire, liquidation de biens, cessation de paiement ?	
Avez-vous saisi la commission de surendettement des particuliers ?	
<input type="checkbox"/> célibataire	<input type="checkbox"/> mariée
<input type="checkbox"/> avec signature d'un P.A.C.S. encore en vigueur (Joindre copie de la déclaration au Greffe du Tribunal)	- Date : - Commune : - Code Postal :
<input type="checkbox"/> avec signature d'un P.A.C.S. dénoncé (Joindre copie de la dénonciation au Greffe du Tribunal)	Régime adopté : Date du contrat de mariage Notaire
	<input type="checkbox"/> divorcée par Jugement du tribunal de en date du <input type="checkbox"/> ou en instance de divorce
CONTACTS	
Adresse complète : Tél Domicile :	
Monsieur	Madame
Téléphone :	Téléphone :
Lieu de travail :	Lieu de travail :
Portable :	Portable :
e-mail :	e-mail :

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'État dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données sont susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants : les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.), les offices notariaux participant ou concourant à l'acte, les établissements financiers concernés, les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales, le Conseil supérieur du notariat ou son délégué, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013, les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne. La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les intéressés peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, ils peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à votre situation particulière. L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les intéressés peuvent contacter à l'adresse suivante : dpo.notaires@datavigiprotection.fr. Si ces personnes estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France